

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.141
17 février 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. CHRETIEN FOYOU CONCERNANT LE
CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du
Conseil de tutelle)

COPIE

Foyou Chrétien
Tailleur Boutique
No 51, marché
DOUALADOUALA^{1/} le 7 novembre 1955Monsieur le Procureur général près de la cour d'appel
Yaoundé, Cameroun

61 45

Monsieur le Procureur général,

J'ai l'honneur de venir par la présente porter plainte contre la force militaire de Douala le 28 octobre 1955 pour violation de mon domicile à mon absence. Numero de ma case : D.1249 située au quartier Seven-Djongo 1 à Douala.

Considérant l'atmosphère de terreur qui règne actuellement dans le territoire dont les criminels sont couverts de l'unimunité judiciaire et administrative et les victimes sont poursuivies par suite de leur opinion pour crime de lèse. Ma porité, je me reserve de siter les témoins devant la barre en présence de mon avocat.

Je ne me présente pas puisque des mandats d'arrêts sont lancés contre tous ceux qui exigent l'application de la loi. Je ne puis établir un mandat poste, local ni me présenter en personne en justice pour déposer la caution exigée par la loi hors de la présence de mon avocat, parce que la poste devient semble-t-il une annexe de la police.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur l'assurance de ma haute considération.

1/ Note du Secrétariat : Cette communication a été envoyée de Kumba, Cameroun sous administration britannique.

Voici le montant de la perte que j'ai eu après la violation de mon domicile.

PERTE

Une somme de	186.500 francs
Une porte cassée	2.500 frs
Une armoire	12.000 frs
Deux dizaines plats	1.000 frs
Quatre soupières	1.400 frs
	<hr/>
TOTAUX	204.200 francs

(signé)

1 copie Nations Unies

1 copie Avocat Paris

1 copie Procureur général Yaoundé
